

L'économie sociale peut rimer avec la croissance

La crise actuelle rend plus nécessaire que jamais l'invention de nouveaux modèles pour résoudre les problèmes sociaux et environnementaux. C'est sur le terrain que des solutions pragmatiques et efficaces s'élaborent, imaginées par des individus décidés à changer les choses.

Aujourd'hui, l'économie sociale est un secteur de poids en France : plus de 210.000 organisations employeurs – sur un million d'associations –, 7 à 8 % de l'emploi, une croissance soutenue (3 % de salariés en plus par an), 57 milliards d'euros de masse salariale, 11 millions de bénévoles... Partout dans le monde, ce secteur gagne en reconnaissance, grâce à ses efforts de professionnalisation pour mieux répondre aux enjeux (pauvreté, discriminations, éducation, développement durable, santé, droits de l'homme, etc.) et optimiser l'utilisation des ressources financières et humaines. Parallèlement, ses modes de financement sont en plein renouvellement.

Phénomène international, l'évolution du secteur touche tous les pays, en développement et développés, les économies ultralibérales et celles qui le sont moins. Dans le monde anglo-saxon, notamment, il jouit de prestige. Et, depuis près de trois décennies, ses représentants les plus dynamiques sont gratifiés du nom d'« entrepreneurs sociaux », selon le terme inventé par le fondateur d'Ashoka Bill Drayton (1). Ainsi Fabio Rosa

(www.ideaas.org.br), au Brésil, dynamise les zones les plus reculées par un système peu coûteux d'électrification permettant à plus d'un million de ruraux de rester sur leurs terres !

En 2006, récompense suprême, le prix Nobel de la paix couronnait l'un d'entre eux : Muhammad Yunus. Sa réussite est d'avoir mis en œuvre à grande échelle, avec la Grameen Bank, son idée innovante et salvatrice de microcrédit pour les populations les plus

« Le "tout subvention" est terminé. L'heure est à l'invention de nouveaux modèles économiques. »

pauvres. Quant à Bill Gates ou Bill Clinton, ils expriment régulièrement en public leur admiration pour les accomplissements du secteur.

En mars dernier, le « New York Times » a salué « la modernité des entrepreneurs sociaux ». Outre-Atlantique, ce n'est pas exceptionnel, comme en témoigne aussi la presse économique. Le monde universitaire s'y est mis : plus de 350 établissements enseignent l'entrepreneuriat social de par le monde et/ou mènent des recherches sur le sujet, avec quelque 200 « cas » répertoriés et étudiés.

Et la France ? Une Marie-Noëlle Besançon (www.lesinvitesaufestins.fr) ou un Jean-Michel

Ricard (www.sielbleu.org) permettent notamment à notre système de santé de faire des économies et aux publics concernés de vivre mieux. L'une évite aux malades psychiques des hospitalisations à répétition, l'autre permet de repousser l'âge de la dépendance pour les seniors : Un Guillaume Bapst (www.epiceriecollective.org) récolte 5 tonnes par jour de fruits et légumes à Rungis pour les redistribuer, notamment dans les épiceries solidaires, plutôt qu'ils soient détruits.

Ce secteur est aussi en train de mûrir : les organisations d'envergure internationale se sont professionnalisées par l'adaptation/adoption de pratiques du monde des affaires ; celles qui ont des projets de niveau national poursuivent leur transformation dans ce sens ; une tendance à la concentration s'est fait jour (le groupe SOS – 2.200 salariés – regroupe par exemple une centaine d'associations et entreprises dans les champs de l'insertion, santé, éducation, développement durable, et mutualise les tâches techniques) ; les nouveaux outils d'investissement spécifiques au secteur arrivent (capital-risque philanthropique...).

Autres éléments marquants : l'Essec, pionnière avec sa chaire Entrepreneuriat social lancée en 2003, a fait des émules, avec HEC et l'Insead notamment ; l'Agence de valorisation des initiatives socio-économiques (Avisé) s'efforce de donner de la visibilité et

des outils concrets au secteur. Mais la place de l'entrepreneuriat social, dans les médias, le discours politique, l'ensemble de la société reste sans commune mesure avec sa vraie valeur ajoutée.

Ce qu'il faut pour les entrepreneurs sociaux en France ? C'est inventer des modèles économiques pérennes, car le « tout subvention » ne fonctionne plus, par exemple en rendant l'investissement privé possible (prises de participation) ; rénover la structure de gouvernance des associations et coopératives, qui atteint ses limites ; favoriser la concentration d'un secteur très atomisé ; créer de nouvelles formes d'entreprises à vocation sociale, hybridant association et entreprise classique, etc.

Avec la volonté qui se répand de conjuguer impact social et performance économique, la quête de sens dans leur travail/carrière de beaucoup de salariés, l'urgence accrue des problèmes de la société, il est temps d'adopter la notion de « retour sur investissement social ». Ce fameux « point de croissance » qui nous manque pourrait bien d'ailleurs se trouver dans le secteur de l'entrepreneuriat social !

ARNAUD MOUROT est directeur général d'Ashoka-France.

(1) Ashoka organise le 9 octobre à Paris une journée « Entreprendre autrement pour changer le monde » (www.ashoka.fr).

Les Echos